



Occitanie

## Avec les agriculteurs, construisons ensemble le monde d'après !

TRIBUNE - Terre de Liens Occitanie - 23 février 2024

Depuis plusieurs semaines, le mouvement des agriculteurs en colère a placé la question agricole en haut de l'agenda politique. Terre de Liens Occitanie soutient leurs principales revendications, qui font écho avec le modèle agricole que nous défendons.

Pour en finir avec la précarité, d'abord, le **revenu paysan** doit être mis au cœur des débats. Soumis aux aléas des marchés internationaux et utilisés comme variables d'ajustement, les paysans ne fixent pas leur prix. La Loi Egalim, censée garantir une meilleure répartition des richesses, n'est toujours pas appliquée, laissant industriels et distributeurs rafler la mise année après année. Pour donner les moyens à tous les paysans de vivre dignement de leur travail, il est temps d'envisager des mesures plus efficaces comme la fixation de prix garantis, ainsi que des incitations ambitieuses pour soutenir les pratiques les plus vertueuses, notamment l'agriculture biologique.

Peu évoquée, la question des **terres agricoles** doit être mise davantage en lumière. En Occitanie, un tiers des agriculteurs a plus de 60 ans : leur départ en retraite pourrait libérer plus de 720 000 hectares dans les prochaines années. Nous refusons de laisser les firmes agro-industrielles accaparer les terres, et les utiliser pour augmenter leur rentabilité financière, au détriment des candidats à l'installation qui désespèrent de trouver une parcelle. Il est possible d'agir dès maintenant auprès des propriétaires fonciers, qu'ils soient privés ou publics, pour favoriser le développement d'une agriculture à taille humaine et respectueuse du vivant. Des solutions de portage d'intérêt général existent, permettant de faciliter et sécuriser l'installation : nous pensons que c'est la clef de voûte d'un changement de modèle agricole, bénéfique pour tous.

Certains débats ont été volontairement biaisés. Ainsi, appeler à la **dérégulation** de manière générale est irresponsable : c'est précisément la dérégulation qui a coûté le plus cher à l'agriculture nourricière en France. Au contraire, **nous avons besoin de normes pensées par et pour les agriculteur·ices et les citoyen·nes**. Si elles sont construites dans cet objectif, les normes peuvent permettre d'assurer la pérennité des systèmes agricoles et alimentaires sur le long terme et garantir notre souveraineté alimentaire. Défendre des normes exigeantes n'empêche pas de faciliter la vie quotidienne des paysan·ne·s. Le besoin de simplification est évident : les paysans ont d'ailleurs formulé des propositions très concrètes à ce sujet (voir 50 propositions de l'association Solidarité Paysans).

Le mouvement de colère des agriculteurs est légitime. Nous avons malheureusement le sentiment que ce sont une fois de plus les représentants des plus grosses exploitations qui ont accaparé l'espace d'expression. Certains ont instrumentalisé la question du revenu sans prendre le soin de souligner l'*inégalité* des revenus dans la profession. D'autres ont inlassablement répété les éléments de langage de l'agro-industrie : une agriculture dont la production est standardisée, mécanisée et automatisée à outrance, poursuivant sans cesse son agrandissement et son recours excessif aux engrais de

synthèse et aux pesticides. Nous savons que ce modèle est mortifère pour nos écosystèmes, la biodiversité, la qualité des sols et des eaux, pour les fermiers et pour notre santé à tous. Il conduit à l'émergence d'une agriculture sans agriculteur-ices, dressant les intérêts financiers de quelques-uns contre les droits fondamentaux de tous. Une dérive accablante que le mouvement Terre de Liens a documenté et dénoncé à travers plusieurs publications.

Face à la dérégulation, au libre-échange et à la financiarisation des terres, Terre de Liens Occitanie propose un autre modèle. **Nous pensons qu'il est indispensable de mieux partager les terres et l'eau, de répartir les aides de manière à rémunérer équitablement le travail et à valoriser en priorité le travail respectueux du vivant.** Dans cette démarche, il est indispensable d'impliquer davantage les citoyen·nes, car nous sommes tous dépendants d'un travail durable de la terre, qui puisse nous offrir une alimentation saine et abordable.

Une nouvelle Loi d'Orientation Agricole est en cours d'examen. Elle déterminera l'ambition française pour les prochaines années. C'est le moment d'agir et de porter notre message largement ! Élus, parlementaires, représentants agricoles, citoyens, rejoignez-nous dans ce combat d'intérêt général !

**Pour une agriculture qui protège et rémunère nos paysans : bifurquons !**

Contacts presse: Gaelle LACAZE 06 46 75 76 22 | Arnaud MATARIN 06 52 48 77 60

*Terre de Liens Occitanie vise à protéger les terres agricoles et favoriser l'installation et la transmission de fermes en agriculture biologique. Son projet associatif vise à mobiliser les propriétaires foncier, les candidats à l'installation, les collectivités et les citoyens pour "faire pousser des fermes" et permettre le renouvellement des générations en agriculture.*

*En Occitanie, Terre de Liens gère 53 fermes de tous types (élevage, maraîchage, arboriculture...): ce sont en tout plus de 2600 hectares qui sont ainsi durablement préservés, et 117 fermiers et fermières en activité (100% sous Bail Rural Environnemental). Plus d'infos: [www.terredeliens.org](http://www.terredeliens.org)*



**Occitanie**